

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 12 février 2021

Date d'affichage : 12 février 2021

**OBJET :**

**Convention d'adhésion au service commun de la CAPH pour l'A.D.S.  
et de prestation d'instruction des autorisations d'urbanisme**

L'an deux mille vingt et un, le dix-huit février, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

**Présents :**

Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE,  
Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER,  
André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON,  
Catherine ESTAQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS,  
Jean- Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT,  
Patrick ZIATKOWSKI, Florence CARBOULET, Régis FASSART,  
Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE,  
Séga SOUMARE, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET,  
Michelle BLEUSE, Thomas OMIETANSKI, Julien FRANQUET,  
Caroline VARLET

**Absents ayant donné pouvoir :**

Me BOUDRY a donné procuration à Mr MERVILLE  
Mr BRAHMA a donné procuration à Me CARLIER R.  
Me KULCZYCKI a donné procuration à Mr FASSART  
Me CARLIER V. a donné procuration à Mr VENIAT

**Absents :**

Mr NOULIN

**Secrétaire de séance :**

Me CARBOULET

**Nombre de  
Conseillers  
Municipaux :**

En exercice : 33  
Présents : 28  
Votants : 28 + 4 procurations

**Vote :** Pour : 32 / 32  
Contre : 0 / 32  
Abstentions : 0 / 32

### Présentation :

Lors de sa réunion du 13 avril 2015, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut a décidé de créer un service commun pour accompagner les communes dans l'application du droit des sols (Code de l'Urbanisme). En effet, la loi ALUR en date du 24 Mars 2014 a prévu également que le 1<sup>er</sup> juillet 2015, les services de l'Etat qui assuraient l'instruction des autorisations relevant du droit des sols (A.D.S.) à titre gracieux pour les communes cessent cette mission dès lors que celles-ci appartiennent à une communauté de communes ou d'agglomération de plus de 10.000 habitants.

Le service commun mis en place propose deux niveaux de prestations :

- Une prestation socle,
- Une prestation d'instruction des ADS

### Délibération :

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5211-4-2 permettant à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres de se doter de services communs, en dehors des compétences transférées ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R. 423-15 autorisant une commune, compétente en matière d'urbanisme, à charger un EPCI d'instruire les actes d'urbanisme relevant de ses compétences ;
- Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi MAPTAM) ;

- Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement (ALUR) ;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire N° 308/15 en date du 13 avril 2015 relative à la création d'un service commun pour l'Application du Droit des Sols (service ADS) ;
- Considérant que le service commun A.D.S. propose deux niveaux de prestation : une prestation socle découlant de l'adhésion au service commun (prestations techniques de mise à disposition et maintenance d'un logiciel métier, déploiement et maintenance de solutions logicielles de dématérialisation, prestations d'animations et de conseil notamment animation du réseau des agents en charge de l'instruction des autorisations d'urbanisme, formation des agents communaux...) pour toutes les communes, et une prestation d'instruction des autorisations d'urbanisme pour les communes le souhaitant, pour les actes qui seront définis conventionnellement ;
- Considérant que la commune de Douchy-les-Mines souhaite confier l'instruction des autorisations d'urbanisme au service commun ADS de la Porte du Hainaut ;
- Considérant que la commune de Douchy-les-Mines doit, au préalable, être adhérente au service commun ADS, lui permettant de bénéficier, en cette qualité, des prestations logistiques et techniques (mise à disposition et maintenance d'un logiciel d'instruction, déploiement et maintenance de solutions logicielles de dématérialisation notamment), des prestations en terme d'assistance, d'animation et de conseils (formation des agents affectés à l'instruction, animation des agents, veille juridique d'alerte notamment) et des prestations complémentaires (établissement des statistiques) attachées à l'adhésion au service ;
- Considérant que la prestation d'instruction des autorisations d'urbanisme est financée par les communes membres bénéficiaires du service au prorata des actes instruits ;
- Considérant la nécessité de formaliser de manière conventionnelle, d'une part l'adhésion de la commune de Douchy-les-Mines au service commun ADS de la Porte du Hainaut, et, d'autre part, les relations et responsabilités réciproques de la commune de Douchy-les-Mines et de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut ;

**Le Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- APPROUVE** le projet de convention d'adhésion de la commune de Douchy-les-Mines au service commun ADS de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut.
- APPROUVE** le projet de convention pour l'instruction des autorisations d'urbanisme de la commune de Douchy-les-Mines par le service commun de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut.
- AUTORISE** Monsieur le Maire à signer lesdites conventions avec la Porte du Hainaut, comprenant l'annexe dûment complétée par ses soins définissant les autorisations d'urbanisme dont l'instruction est confiée par la commune de Douchy-les-Mines au service commun ADS.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....

par sa publication en date du .....

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*